

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

19 Juillet 2011
19 يوليوز 2011

JUSTICE TRANSITIONNELLE

L'expérience du Maroc s'érige en modèle

L'expérience du Maroc suscite l'intérêt de plusieurs pays arabes et africains. L'IER en source d'inspiration.

L'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle s'affirme de plus en plus comme exemple à suivre dans le monde arabe. En effet, après l'Égypte qui a avoué en mars dernier son souhait de s'inspirer du modèle de réconciliation marocain, la Tunisie s'intéresse à l'expérience de l'IER (Instance équité et réconciliation). Lundi dernier, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a organisé, en coopération avec le bureau régional de l'ONU-Femmes pour l'Afrique du nord, une rencontre avec une délégation de la Commission tunisienne des investigations et de définition des responsabilités sur les violations graves des droits de l'Homme. Objectif : présenter l'expérience de l'Instance Équité et Réconciliation. Cette rencontre, s'étalant sur deux jours (les 18 et 19 juillet) qui a connu la participation d'anciens membres et cadres de l'IER, a permis de se pencher sur plusieurs questions en rapport notamment avec



Ph. KHARTOUCHE

les techniques d'écoute et de collecte de données, les précautions à prendre en compte concernant l'état psychique des victimes, les techniques d'analyse des dossiers et les techniques de rédaction du rapport final. Selon Driss El Yazami, président du CNDH, cette rencontre permettra à la Tunisie d'en savoir davantage sur les mécanismes de l'expérience marocaine en matière de gestion du passif des violations des droits de l'Homme et partant d'en tirer profit dans le cadre du travail de la commission tunisienne des investigations et de définition des responsabilités sur les violations graves des droits de l'Homme. M. El Yazami a précisé, par ailleurs, que d'autres

pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Burundi ont exprimé l'intérêt de s'inspirer de l'expérience de l'IER. Pour le président du CNDH, il n'existe pas de «modèle clé en main» en matière de justice transitionnelle, sachant que l'IER elle-même s'était inspirée de plusieurs expériences comme celles du Guatemala ou du Pérou. Pour sa part, Taoufik Bouderbala, président de la Commission tunisienne a insisté pour sa part sur l'intérêt porté à l'expérience marocaine en matière de réhabilitation des victimes des violations des droits de l'Homme, soulignant que «l'expérience marocaine dans ce domaine est avant-gardiste». ■

Abdelwahed Rmiche

JUSTICE TRANSITIONNELLE

L'expérience du Maroc s'érige en modèle

L'expérience du Maroc suscite l'intérêt de plusieurs pays arabes et africains. Ces derniers veulent apurer le passif des violations graves des droits de l'Homme suivant l'approche de l'IER.

ABDELWAHED RMICHE

L'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle s'affirme de plus en plus comme un exemple à suivre dans le monde arabe. Après l'Égypte qui avait manifesté en mars dernier son souhait de s'inspirer du modèle de réconciliation marocain, la Tunisie s'intéresse à l'expérience de l'IER. Lundi dernier, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a organisé en coopération avec le bureau régional de l'ONU-Femmes pour l'Afrique du Nord une rencontre avec une délégation de la commission tunisienne des investigations et de définition des responsabilités sur les violations graves des droits de l'Homme. Objectif : présenter l'expérience de l'Instance Équité et Réconciliation. S'étalant sur deux jours (18 et 19 juillet 2011), cette rencontre, qui a connu la participation d'anciens membres et cadres de l'IER, a permis de se pencher sur plusieurs questions en rapport notamment avec les techniques d'écoute et de collecte de données, les précautions à prendre concernant l'état

psychique des victimes, les techniques d'analyse des dossiers et les techniques de rédaction du rapport final. Selon Driss El Yazami, président du CNDH, cette rencontre permettra à la Tunisie d'en savoir davantage sur les mécanismes de l'expérience marocaine en matière de gestion du passif de violation des droits de l'Homme et, partant, d'en tirer profit dans le cadre du travail de la commission tunisienne des investigations et de définition des responsabilités sur les violations graves des droits de l'Homme. M. El Yazami a précisé que d'autres pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Burundi voulaient s'inspirer de l'expérience de l'IER. Pour le président du CNDH, il n'existe pas de «modèle clé en main» en matière de justice transitionnelle, sachant que l'IER elle-même s'était inspirée de plusieurs expériences comme celles du Guatemala ou du Pérou. Taoufiq Bouderbala, président de la commission tunisienne, a insisté pour sa part sur l'intérêt porté à l'expérience marocaine en matière de réhabilitation des victimes des violations des droits de l'Homme, soulignant que «l'expérience marocaine dans ce domaine est avant-gardiste». «Nous avons commencé notre travail. Notre commission est composée de 16 membres dont 9 femmes. Nous avançons sur un terrain qui nous est complètement étranger. C'est pourquoi nous avons estimé qu'il était primordial de s'ouvrir sur les autres expériences. La cas du Maroc est très important à plus d'un égard».

LES CLÉS

Fiche technique

- L'IER est une commission nationale pour la vérité, l'équité et la réconciliation, créée suite à l'approbation royale de la résolution du CCDH et des statuts de l'IER publiés par Dahir Royal en date du 12 avril 2004.

- Sa principale mission porte sur la détermination des catégories et de la gravité des violations passées des droits de l'Homme, et ce à travers les investigations, le recueil de déclarations et témoignages et l'examen des archives officielles.

- La commission tunisienne des investigations et de définition des responsabilités sur les violations graves des droits de l'Homme a été créée en vertu de la loi présidentielle du 18 février 2011 pour enquêter sur les événements qu'a connus la Tunisie au début de l'année en cours.

Leila Rhiwi, coordinatrice du bureau régional de l'ONU-Femmes pour l'Afrique du Nord a insisté sur l'accompagnement que ce bureau veut assurer au processus de transition démocratique dans la région du Maghreb.

Elle a mis l'accent sur l'importance d'intégrer l'approche genre dans ce processus. Rappelons que cette rencontre est organisée pour répondre aux recommandations d'une journée d'étude organisée à Tunis sur «l'expérience de l'IER et l'approche genre». ■



L'IER est source d'inspiration pour beaucoup de pays qui voudraient en savoir plus.

Ph. KARTOUCH



“ Le président de la commission tunisienne a insisté sur l'intérêt porté à l'expérience marocaine en matière de réhabilitation des victimes des violations des droits de l'Homme.”

Recommandations de l'IER

2010 constitue un tournant majeur dans le processus d'édification démocratique au Maroc. Car c'est au tout début de cette année que le CCDH a publié le rapport spécial relatif au suivi des recommandations de l'IER. En matière de réparation individuelle, ce rapport indique que le nombre des dossiers traités par l'IER a atteint 18.457 dossiers, dont 8.441 indemnisations matérielles.

Concernant la réparation communautaire qui vise à

réparer les préjudices collectifs subis par des régions qui ont connu des violations graves des droits de l'Homme, le rapport sur le suivi des recommandations de l'IER souligne que 11 sites ont été identifiés et ont bénéficié de programmes de réhabilitation économique, sociale et culturelle.

Il s'agit des sites de Figuig, Tantan, Zagora, Errachidia, Ouarzazate, Azilal, Khémisset, Al Hoceima, Nador, Khénifra, Hay Mohammadi (Casablanca).

Le 20 décembre dernier, le CCDH a franchi un nouveau pas vers l'apurement définitif du passif des violations passées des droits de l'Homme. Ce jour-là, le conseil a rendu publiques les annexes du rapport de suivi des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation. Ces annexes concernent les cas de disparitions forcées, la réparation individuelle et le bilan du travail du Conseil dans les domaines des réformes juridiques et institutionnelles.

استعراض تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة في لقاء مع لجنة حقوقية تونسية

ونكر بأن اللجنة عقدت لقاء سابقا بتونس مع عدد من أعضاء هيئة الإنصاف والمصالحة، مبرزاً أن زيارة الوفد التونسي للمغرب ستمكن من الاستفادة من التجربة المغربية، التي سنحاول تطبيقها بما ينسجم وخصوصيات بلدنا.

من جهتها، قالت ليلي الرحيوي منسقة المكتب الجهوي لشمال إفريقيا التابع لهيئة الأمم المتحدة للمرأة، إن المكتب يواكب المسار الانتقالي في تونس، وفي هذا الإطار قدمنا دعماً تقنياً أولياً، من خلال تنظيم تبادل للتجارب بين المغرب وتونس.

وأضافت أن زيارة الوفد التونسي تروم تعميق دراسة طرق وأنوات اشتغال هيئة الإنصاف والمصالحة، خصوصاً أن اللجنة التونسية أنهت مرحلة الاستقصاء، ومن المهم الوقوف حالياً على كيفية معالجة المعلومات واستغلالها، وكيفية إعداد التقرير الختامي.

ويتضمن برنامج اللقاء زيارة للمقر السابق لهيئة الإنصاف والمصالحة، وللمقر المنوبية الوزارية لحقوق الإنسان، وكذا مؤسسة إدريس بنزكري لحقوق الإنسان، وعدد من منظمات المجتمع المدني.

وأكد في هذا الصدد، أنه لا يوجد نموذج جاهز في مجال العدالة الانتقالية، فـ "هيئة الإنصاف والمصالحة بدورها استفادت في السابق من تجارب دول كغواتيمالا والبيرو وجنوب إفريقيا".

وأوضح اليزمي أنه سيجري تقديم منهجية التحريات، التي اعتمدها هيئة الإنصاف والمصالحة في عملها، من خلال عروض لأعضاء سابقين في الهيئة حول تقنيات الاستماع وتجميع المعطيات، والاحتياطات الواجب اتخاذها مراعاة لحالة الضحايا النفسية، وتقنيات تحليل الملفات، وكذا كيفية إنشاء قاعدة بيانات وطرق تحرير التقرير الختامي.

من جانبه، قال توفيق بوبريالة، رئيس اللجنة التونسية للتحقيق وتحديد المسؤوليات عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، لقد تابعنا باهتمام منذ سنوات، قرار إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة، ورد الاعتبار لكل من تضرر في الماضي، مؤكداً على أن التجربة المغربية في هذا المجال تعتبر رائدة، وأردنا التعرف عن قرب على طرق اشتغالها بدءاً من طريقة الاستقصاء وجمع المعلومات، ثم وضع معايير التعويض ورد الاعتبار.

الرباط (و م ع) - شكلت تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة، واليات عملها، محور لقاء عقده المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أمس الاثنين بالرباط، مع اللجنة التونسية للتحقيق، وتحديد المسؤوليات عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

ويأتي هذا اللقاء، الذي جرى خلاله عرض مقومات التجربة المغربية في مجال العدالة الانتقالية، خاصة في الجوانب المتعلقة باليات التحري والبحث، وتجميع الشهادات، وتنظيم جلسات الاستماع، وجبر الأضرار، استجابة لتوصيات يوم دراسي سابق نظم بالعاصمة التونسية حول "تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة ومقاربة النوع".

وبهذه المناسبة، أكد إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن اللقاء، الذي ينظمه المجلس على مدى يومين، بشراكة مع المكتب الجهوي لشمال إفريقيا التابع لهيئة الأمم المتحدة للمرأة، سيمكن الوفد التونسي من الاستفادة من التجربة المغربية، على غرار عدد من الدول، التي تسعى إلى التعرف عليها كالتوغو وبيروني وساحل العاج.

اجتماعات في الرباط بين مغاربة وتونسيين للاستفادة من تجربة «هيئة الإنصاف والمصالحة»

تونس على خطى المغرب لطّي صفحة الانتهاكات وتعويض ضحايا حكم بن علي

الرباط، «الشرق الأوسط»

تعترم تونس الاستفادة من تجربة مغربية في معالجة انتهاكات واسعة لحقوق الإنسان حدثت في عهد الرئيس مخلوع زين العابدين بن علي. وقالت مصادر رسمية في الرباط إن وفدا حقوقيا تونسيا يجري اتصالات ومشاورات في الرباط للاستفادة من تجربة «هيئة الإنصاف والمصالحة» المغربية.

وكان العاهل المغربي الملك محمد السادس شكل «هيئة الإنصاف والمصالحة» في يناير (كانون الثاني) 2004، حيث تكفلت تلك الهيئة التي ترأسها الراحل إدريس بن زكري، وهو نفسه، كان معتقلا سياسيا، بمعالجة جميع انتهاكات حقوق الإنسان لفترة غطت 43 سنة، وتقديم تعويضات للضحايا، وتقديم اقتراحات دستورية وقانونية تحول دون حدوث انتهاكات جديدة.

وقال مصدر في المجلس الوطني لحقوق الإنسان (هيئة شبه حكومية) إن اجتماعا عقد أمس في الرباط بين وفد يمثل المجلس و«اللجنة التونسية للتحقيق وتحديد المسؤوليات عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان»، بحث سبل الاستفادة التونسية من تجربة «هيئة الإنصاف والمصالحة». وتطرق الاجتماع إلى طرق ووسائل التحري والبحث وتجميع الشهادات وتنظيم جلسات الاستماع وجبر الأضراس للذين تعرضوا حقوقهم لانتهاكات لأسباب سياسية. وقال إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إن

اجتماعات الجانبين المغربي والتونسي ستستمر يومين، مشيرا إلى أنهم لن يقدموا نموذجا جاهزا حول هذا الأمر لكنهم سيقدّمون تفاصيل التجربة المغربية، وقال إن «هيئة الإنصاف والمصالحة» المغربية استفادت بدورها من تجارب دول ثلاث، هي جنوب أفريقيا وغواتيمالا والبيرو. وأوضح اليزمي إن الوفد التونسي استمع إلى عروض لأعضاء سابقين في «هيئة الإنصاف والمصالحة» حول تقنيات الاستماع وتجميع المعطيات والاحتياطات الواجب اتخاذها مراعاة لحالة الضحايا النفسية، وطرق تحليل الملفات، وكذا كيفية إنشاء قاعدة بيانات وأسلوب تحرير التقرير الختامي.

ونسب إلى توفيق بودريالة رئيس «اللجنة التونسية للتحقيق وتحديد المسؤوليات عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان» قوله: «تابعنا باهتمام ومنذ سنوات قرار إنشاء (هيئة الإنصاف والمصالحة) المغربية ورد الاعتبار لكل من تضرر في الماضي»، مشيرا إلى أن الجانب التونسي يرغب في التعرف عن قرب على طرق عمل لجان المصالحة، بدءا من طريقة الاستقصاء وجمع المعلومات ثم وضع معايير التعويض ورد الاعتبار وجبر الضرر. وقال إنه سبق لهم أن التقوا أعضاء مغاربة في اللجنة خلال زيارات لهم إلى تونس، مشيرا إلى أنهم يريدون الاستفادة من التجربة المغربية وسيعملون على تطبيقها بما ينسجم والخصوصيات التونسية. وقالت ليلي الرحبوي منسقة المكتب الجهوي لشمال

أفريقيا التابع لهيئة الأمم المتحدة للمرأة، الذي يلعب دورا للدفع بهذا التعاون قداما، إن المكتب يواكب المسار الانتقالي في تونس، وفي هذا الإطار قدم دعما تقنيا من خلال تنظيم تبادل للتجارب بين المغرب وتونس، مشيرة إلى أن اللجنة التونسية أنهت مرحلة البحث، ومن المهم معرفة كيفية معالجة المعلومات واستغلالها وأسلوب إعداد التقرير الختامي.

يشار إلى أن «هيئة الإنصاف والمصالحة» المغربية قدمت ما يعادل 150 مليون دولار لضحايا الانتهاكات، وشملت التعويضات جميع الذين تعرضوا للاعتقال والتعذيب خلال فترة 43 سنة تلت استقلال المغرب، وحددت الهيئة مصير 800 من ضحايا حقوق الإنسان في فترات مختلفة.

وكانت «هيئة الإنصاف والمصالحة» أوصت بتعديلات دستورية لتقوية صلاحيات الحكومة والبرلمان قبل أن يتم التفكير في طرح الدستور الجديد للاستفتاء بفترة طويلة وإصدار قانون يتيح لموظفي الدولة، بما في ذلك الأجهزة الأمنية، عدم الامتثال لأوامر مخالفة للدستور. وقالت الهيئة في تقريرها الختامي أن الدولة في المغرب مارست في الماضي سياسات قمعية تجاه المعارضين، ويقول التونسيون أعضاء اللجنة إن الظروف التي عاشتها تونس خلال فترة حكم بن علي مشابهة لأوضاع المغرب السابقة، حيث اعتقل كثيرون وتعرضوا للتعذيب والقتل بسبب مواقفهم السياسية المناوئة للنظام.

استعراض تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة في لقاء للمجلس الوطني لحقوق الإنسان مع لجنة حقوقية تونسية

شكلت تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة وآليات عملها محور لقاء عقده المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أمس الإثنين بالرباط، مع اللجنة التونسية للتحقيق وتحديد المسؤوليات عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان.

ويأتي هذا اللقاء، الذي تم خلاله عرض مقومات التجربة المغربية في مجال العدالة الانتقالية وخاصة في الجوانب المتعلقة باليات التحري والبحث وتجميع الشهادات وتنظيم جلسات الاستماع وجبر الأضرار، استجابة لتوصيات يوم دراسي سابق نظم بالعاصمة التونسية حول «تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة ومقاربة النوع». وبهذه المناسبة أكد السيد إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن اللقاء الذي ينظمه المجلس على مدى يومين بشراكة مع المكتب الجهوي لشمال إفريقيا التابع لهيئة الأمم المتحدة للمرأة، سيمكن الوفد التونسي من الاستفادة من التجربة المغربية، على غرار عدد من الدول التي تسعى إلى التعرف عليها كالطوغو وبروندي وساحل العاج. وأكد في هذا الصدد، أنه «لا يوجد نموذج جاهز» في مجال العدالة الانتقالية ف «هيئة الإنصاف والمصالحة بدورها استفادت في السابق من تجارب دول كغواتيمالا والبيرو وجنوب إفريقيا».

من جانبه قال توفيق بودريالة، رئيس اللجنة التونسية للتحقيق وتحديد المسؤوليات عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، «لقد تابعنا باهتمام، منذ سنوات، قرار إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة ورد الاعتبار لكل من تضرر في الماضي»، مؤكدا على أن التجربة المغربية في هذا المجال «تعتبر رائدة، وأردنا التعرف عن قرب على طرق اشتغالها بدءا من طريقة الاستقصاء وجمع المعلومات ثم وضع معايير التعويض ورد الاعتبار».

من جهتها قالت ليلي الرحيوي، منسقة المكتب الجهوي لشمال إفريقيا التابع لهيئة الأمم المتحدة للمرأة، إن المكتب «يواكب المسار الانتقالي في تونس، وفي هذا الإطار قدمنا دعما تقنيا أوليا من خلال تنظيم تبادل للتجارب بين المغرب وتونس».

وأضافت أن زياة الوفد التونسي تروم «تعميق دراسة طرق وأدوات اشتغال هيئة الإنصاف والمصالحة، خصوصا أن اللجنة التونسية أنهت مرحلة الاستقصاء، ومن المهم التعرف حاليا على كيفية معالجة المعلومات واستغلالها وكيفية إعداد التقرير الختامي».

خبرة

نظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بشراكة مع المكتب الجهوي لشمال إفريقيا، التابع لهيئة الأمم المتحدة للمرأة، أمس الاثنين واليوم الثلاثاء، لقاء مع فريق من اللجنة التونسية للتحقيق وتحديد المسؤوليات عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، ومن المنتظر أن تعرض خلاله مقومات تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة وآليات عملها، وذلك بمقر المجلس بالرباط. وضم برنامج اللقاء، الذي شهد مشاركة أطر وأعضاء سابقين في هيئة الإنصاف والمصالحة، عددا من النقاط، أبرزها «تقنيات الاستماع وتجميع المعطيات»، و«الاحتياطات الواجب اتخاذها مراعاة لحالة الضحايا النفسية»، و«تقنيات تحليل الملفات»، و«إنشاء قاعدة بيانات: وسائل جمع المعطيات وتحليلها»، و«تقنيات تحرير التقرير الختامي»، بالإضافة إلى برمجة زيارة للمقر السابق لهيئة الإنصاف والمصالحة، ومقر المندوبية الوزارية لحقوق الإنسان، ومؤسسة بنزكري لحقوق الإنسان، وعدد من منظمات المجتمع المدني.

L'expérience de l'IER présentée à une délégation tunisienne

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) présente depuis hier, lundi 18 juillet, à Rabat, l'expérience de l'Instance équité et réconciliation (IER) à une délégation de la Commission tunisienne des investigations et de définition des responsabilités des violations graves des droits de l'Homme. À l'ordre du jour de cette rencontre figurent plusieurs axes de travail notamment «Les techniques d'écoute et de collecte de données», «Les précautions nécessaires à prendre en considération concernant l'état psychique des victimes», «Les techniques d'analyse des dossiers», «La création de la base de données et les moyens de collecte et d'analyse» et «Les techniques de rédaction du rapport final», indique un communiqué du CNDH publié sur son site Internet.



• Mohamed Sebbar.

Revue de Presse du Conseil National des Droits de l'Homme

Présentation de l'expérience de l'IER à une délégation tunisienne

LE Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) présente, les 18 et 19 courant à Rabat, l'expérience de l'Instance équité et réconciliation (IER) à une délégation de la commission tunisienne des investigations et de définition des responsabilités des violations graves des droits de l'Homme.

A l'ordre du jour de cette rencontre figurent plusieurs axes de travail notamment «les techniques d'écoute et de collecte de données», «les précautions nécessaires à prendre en considération concernant l'état psychique des victimes», «les techniques d'analyse des dossiers», «la création de la base de données et les moyens de collecte et d'analyse» et «les techniques de rédaction du rapport final, indique un communiqué du CNDH publié sur son site internet.

L'objectif de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des recommandations d'une journée d'étude organisée à Tunis sur «l'expérience de l'IER et l'approche genre», est de présenter les mécanismes de travail de la commission en matière d'enquête et investigations, de collecte des données, d'organisation des auditions publiques et de réparation.

L'ouverture des travaux de cette rencontre a été présidée par le président du CNDH, Driss El Yazami, a coordinatrice du Bureau régional de l'ONU- femmes pour l'Afrique du nord, Leila

Rhiwi, et le Président de la commission tunisienne, Taoufiq Bouderbala.

Par la même occasion, la délégation tunisienne se

rendra également au siège de l'ancienne IER, à la délégation interministérielle aux droits de l'Homme et à la Fondation Driss Benzekri,

ainsi qu'à un certain nombre d'organisations de la société civile.

Organisée en coopération avec le bureau régional de

l'ONU-FEMMES pour l'Afrique du nord, cette rencontre connaît la participation d'anciens membres et cadres de l'IER.

اليازمي يعد بالتحقيق في وفيات أحداث الحسينية



أفاد مصدر مطلع بالحسينية بأن إدريس اليازمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان عقد لقاء مع عائلات الشبان الخمس الذين لقوا حتفهم إبان شرارة الاحتجاجات والمسيرات التي نظمتها حركة 20 فبراير، وعثر حينها على جثثهم متفحمة بإحدى الوكالات البنكية بالمدينة، وذلك من أجل الإستماع إلى مطالبها ومواساتها.

وأوضح مصدر مقرب من اليازمي لـ"التجديد" أن الأخير عبر للعائلات خلال اللقاء بهم يوم الجمعة 15 يوليوز الجاري بعيد افتتاح الندوة الدولية المنظمة بالحسينية في موضوع "التراث الثقافي للريف أية تحافة"، عن تعازيه الحارة في وفاة أبناءها واعداء إياها بفتح تحقيق نزيه ومسؤول لمعرفة وملابسات الحادث في أفق تسوية الملف وجبر الضرر الحاصل لهذه العائلات المكرومة، كما أكد بأن الملف سيتم إحالته على القضاء ليرى ما يتطلب من إجراءات للوصول إلى نتيجة يستم على ضوئها متابعة أي مسؤول ثبت تورطه في الحادث.

و حسب تصريحات مقتضية استقتها لـ"التجديد" من المتتبعين لملف الضحايا، فإن ارتياحا واسعا خلفتها الزيارة في نفوس نشطاء 20 فبراير حيث شكلت الزيارة بصيص أمل في إرادة الدولة حل هذا الملف واعتماد خيار الحوار بدل الصدام الذي لا يؤدى إلى مزيد من الاحتقان وتعميق الهوة بين السلطة والمواطن.

محمد الدرقاوي / الحسينية

اليزمي يعد "خيرا" أسر ضحايا حريق بنك الحسيمة

هسبريس من الحسيمة :

2011-07-18 23:58:00

لاقى إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، عدد من الأفراد المنتمين لأسر الضحايا الخمس المتوفين وسط الحريق الذي نشب يوم 20 فبراير بإحدى وكالات البنك الشعبي بالحسيمة.. وقد تم اللقاء بفناء دار الثقافة مولاي الحسن بالمدينة، يوم السبت الأخير، حين كان اليزمي حاضرا ضمن فعاليات الندوة الدولية المناقشة لتصور متحف الريف المرتقب تشييده.

وقد حاول المنتمون لأسر الضحايا الخمس إقناع رئيس الـCNDH، خلال المدة القصيرة التي عرفت النقاش، بضرورة تدخل المجلس لتوفير نظرة حقيقية على الواقعة وكذا دعم الأسر على المستوى القانوني وفقا لصلاحيات المجلس الوطني.. وهو ما ارتأى اليزمي الرد عليه بوعده "خيرا" كافة المتتقلين للقائه على حين غرة ودون سابق إشعار.

الندوة الدولية حول التراث الثقافي بالريف ملتقى لإغناء التراث الثقافي الوطني

حيث يضم صورا عن المنطقة الشرقية، "ما يدل على مدى تفكير الوكالة في اعتبار الثقافة عنصرا مهما في التنمية بالمنطقة الشرقية الغنية بتراثها التاريخي". من جهة أخرى، اعتبر امباركي أن المغرب يشهد حاليا فترة مهمة، من تاريخه تتميز ببناء مغرب جديد بمبادرات خلاقية، وإنجاز العديد من المشاريع وفق توجهات تروم إشراك جميع الفعاليات في المسار التنموي للبلاد.

وذكر في هذا الصدد بدسترة العديد من المؤسسات الوطنية، ومن بينها المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وبدسترة اللغة والثقافة الأمازيغيتين، وباعتماد نموذج جديد من الحكامة بالمغرب، معتبرا أن ذلك سيؤثر في المعيش اليومي للمغاربة.

وأبرز أن هذا التطور يرافق حاليا بمبادرات تهم، على الخصوص، مجالات التنمية المستدامة مثل المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، والاهتمام بالجهات التي دعا إلى إشراكها في جهود التنمية، خاصة في المجال الثقافي بمساهمة النخب، وضمنها الأساتذة الجامعيين، والمجتمع المدني.

الحسيمة (و م ع) - أكد محمد امباركي، المدير العام لوكالة الإنعاش والتنمية الاقتصادية والاجتماعية للجهة الشرقية، يوم السبت الماضي، بالحسيمة، أن الندوة الدولية المقامة بالحسيمة حول موضوع "التراث الثقافي بالريف: أية تحافة؟"، تعد ملتقى لإبراز وإغناء التراث الثقافي الوطني.

وأشاد امباركي، في مداخلة بإحدى جلسات هذه الندوة الدولية (15 و16 يوليوز الجاري)، بهذه المبادرة المهمة، التي تساهم في تغطية كل الجوانب المتعلقة بالمجال التنموي بالمنطقة، وعلى الخصوص الثقافية والتاريخية، وكذا بالمشاركة الواسعة للمؤسسات وفعاليات المجتمع المدني في النقاشات.

وذكر في هذا السياق بتتبع وكالات التنمية، خاصة الشرقية منها، ودعمها لكل الخطوات التي من شأنها إغناء التراث الثقافي بالمغرب، مشيرا إلى اهتمام الوكالة الشرقية بالتراث المادي وغير المادي للمنطقة.

وأشار إلى إحداث الوكالة متحفا افتراضيا بمساهمة العديد من المتدخلين،